



l'étincelle

**Rupture Conventionnelle
Collective : Des salariés
éligibles alors qu'ils
n'étaient pas candidats**

facebook.com/npaetincelle pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 15 décembre 2020

Vent mauvais sur la démocratie

En grande pompe mais à l'abri des caméras, le dictateur égyptien Abdel Fattah al-Sissi a été reçu les 7 et 8 décembre à Paris par le gouvernement, les présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat, et même la maire de Paris. Emmanuel Macron en a profité pour décerner au Maréchal al-Sissi, venu au pouvoir par un coup d'Etat puis élu avec 97 % des voix, la grand-croix de la légion d'honneur. Les journalistes qui auraient pu poser des questions dérangeantes sur les tortures et les condamnations à mort de ses opposants, ont été tenus à l'écart.

Cette visite d'Etat visait à renforcer la coopération franco-égyptienne face aux crises du Moyen-Orient. Macron préfère al-Sissi à Erdogan. Au nom de la démocratie bien-sûr... et des affaires : 24 avions de chasse Rafale, cela fait 5,2 milliards de bonnes raisons de laisser de côté les 60 000 prisonniers d'opinion en Égypte.

La France vend aussi à l'Égypte des navires de guerre, quantités de missiles ou de véhicules blindés, ainsi que des technologies de surveillance et de contrôle des foules utilisés par l'armée et la police du dictateur. C'était donc la fête dans les salons de l'Élysée, tandis qu'à deux pas l'écho des charges de police résonnaient encore dans les rues de Paris. Tapis rouge pour les dictateurs. Gaz lacrymogènes et gardes-à-vue pour les contestataires, alors que les inégalités s'accroissent.

La Bourse va bien, merci

Le budget de l'armée a augmenté de 4,5 % cette année. Mais pour l'Éducation, ce sont des classes et des établissements surchargés, pour l'hôpital public un régime de sous-effectif, de pénurie organisée et des fermetures de lits, même en réanimation. Et il faut encore ajouter, comme l'a révélé encore cette semaine une commission d'enquête du Sénat, l'incompétence du gouvernement sur sa gestion des masques et son impréparation face au Covid-19.

Le journal Les Échos titrait le 1^{er} décembre sur les profits record de la Bourse de Paris et le 9 décembre, sur ceux de Wall Street. D'un côté, l'argent coule à flot pour les grands patrons qui vivent à crédit avec 460 milliards d'aides. De l'autre, 6 millions de chômeurs, 10 millions de pauvres. Et des libertés individuelles et collectives qui se réduisent.

Le gouvernement donne des gages à la police et à ceux qui réclament davantage d'ordre. Il peaufine des lois pour rendre invisibles les violences policières, utilise la violence aveugle des black-blocs

pour empêcher que se manifestent des oppositions politiques en dehors d'un Parlement complaisant.

Tournant autoritaire

Macron, comme Hollande avant lui, a commencé en s'attaquant aux droits syndicaux et au Code du travail. Il poursuit avec le fichage des opposants, qui ne se fera plus sur des activités supposées mais sur des opinions. Les drones équipés de systèmes de reconnaissance faciale seront le nouveau visage de la démocratie électronique de Macron.

En espérant en rendre l'acceptation plus facile, on attise la haine et les préjugés contre les musulmans amalgamés à des terroristes. La loi Sécurité globale et celle « confortant le respect des principes de la République » peuvent se résumer à une surveillance accrue et à une répression plus dure.

Le pouvoir sécuritaire se sent assez sûr au point que le préfet de Paris n'hésite pas à apporter un soutien officiel aux policiers impliqués dans le tabassage du producteur de musique Michel Zecler. Au point aussi d'intimider les organisateurs officiels des manifestations contre ces lois liberticides en interdisant rassemblements et défilés, en multipliant les arrestations préventives, jusqu'à des gardes à vue de jeunes de 17 ans dont le seul tort est de manifester.

Pas de démocratie sans emploi

Cela n'a pas empêché, même en cette veille de vacances de fin d'année et malgré toutes ces mesures d'intimidation, que des milliers de personnes expriment le rejet de ce tour de vis autoritaire. Dans tout le pays, des manifestations ont eu lieu, le plus souvent avec calme, détermination, et sans violences. Cette énergie sera nécessaire et devra s'étendre pour mettre aussi un coup d'arrêt à la vague de licenciements et de suppressions d'emplois qui ne cesse de déferler. La démocratie et l'emploi sont deux combats qui vont de pair.

Le cadeau de Noël de la DRH

Chaque salarié de l'Ingénierie/Tertiaire a reçu un mail de la DRH France l'informant si son emploi est « *éligible aux mesures de la RCC* » (Rupture Conventionnelle Collective) et s'il peut « *bénéficier de mesures d'accompagnement pour quitter l'entreprise* ». Quelle chance vu la situation économique générale ! Les salariés éligibles sont désormais sur un siège éjectable. En leur envoyant ce mail juste avant Noël, la DRH tenait sûrement à ce qu'ils « *bénéficient* » de bonnes fêtes de fin d'année. Comme s'il y avait besoin de ça.

Reçu 4 sur 5

La direction de l'établissement veut prolonger le chômage partiel les vendredis jusqu'au 16 février 2021, date de la fin de l'état d'urgence sanitaire. Sont concernés les 9141 salariés Renault du Technocentre, exceptés les activités et projets critiques. Personne ne proteste contre un week-end de trois jours. Mais c'est toujours l'Etat et les salariés, avec leurs congés, qui le financent. Tandis que Renault réduit de 20% sa masse salariale, la charge de travail sur certains projets reste forte, jusqu'à devoir faire en 4 jours le travail de 5. L'état d'urgence sanitaire a bon dos.

Un style Direccte

Le ministère du travail, par la voix de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) autorise Renault à avoir recours à la fois au chômage partiel (financé par l'Etat) et à une Rupture Conventionnelle Collective (avec 1900 suppressions d'emplois). Dire que des naïfs pensaient que le chômage partiel permettait d'éviter les suppressions d'emplois.

Concerto en re mineur

Le TCR devait s'appeler « e-TCR » suite aux travaux de rénovation. Mais avec l'arrivée de De Meo et de Le Borgne, le Technocentre doit s'intégrer dans la Re-naissance. Après la Re-Factory de Flins, voici le « Re-TCR ». C'est la com' qui fait de la Re-tape.

Renauduction des coûts

La Renaulution a encore frappé : le Re-TCR ne comprendrait plus que des bureaux partagés. Adieu le poste de travail personnel. Cela correspondrait mieux soi-disant aux nouveaux modes de travail... et surtout à « *la nécessité pour l'entreprise de réduire ses coûts fixes, notamment ses coûts d'immobilier tertiaire* ». La lutte matinale pour trouver un bureau libre risque aussi de devenir un sport national. D'autant plus qu'il est prévu un nombre de postes de travail inférieur à celui des salariés présents sur site. C'est ce que la direction appelle « *offrir le meilleur environnement de travail* ».

Valley de larmes

Avec un TCR dépeuplé de ses salariés par le télétravail, le chômage partiel et les suppressions de postes, la direction espère bien faire des économies d'infrastructures. À commencer par Odyssee, dont la construction à côté du Design avait été lancée avant le Covid, et qui devrait être loué. Ce bâtiment deviendrait un « *incubateur dans le cadre du projet Silicon Valley à la française* » ! Faut-il y voir une sorte de couveuse pour projets prématurés ? Quant aux salariés Renault qui resteront, ils seront regroupés à la Ruche où ils pourront profiter du manque de bureaux, désormais partagés, qui sont la marque de fabrique du site. Cette Odyssee commence bien à ressembler à un voyage long et aventureux.

L'écosystème D (Meo)

Luca De Meo veut transformer le Technocentre en « *écosystème* », c'est-à-dire l'ouvrir à des partenariats avec d'autres sociétés qui pourraient s'y implanter. C'est aussi le cas de Renault Flins. Les 3000 emplois promis par De Meo en 2030 pour la Re-factory de Flins comprennent donc ceux des futurs partenaires extérieurs, et échapperont largement aux salariés Renault dont les postes vont être supprimés. L'écosystème de De Meo, c'est un site industriel ou d'Ingénierie/Tertiaire qui n'est pas composé que par des salariés Renault. C'est donc moins d'emplois Renault pour faire plus de marge. Bref, un écosystème surtout financier.

Compte à rebours

Pour beaucoup d'ETAM en télétravail, ne pas être présent sur site c'est aussi voir son compte Horaire Variable bloqué, même s'ils dépassent leur horaire normal. Et pour ceux dont le compte est négatif, il est impossible de l'incrémenter alors que le couperet du 31 décembre et de ses retenues sur salaire approche. Le télétravail, ce sont les inconvénients du pointage sans les avantages.

Péril jaune et cinquième colonne

La direction du Produit a organisé une conférence zoom sur « *l'arrivée des véhicules chinois en Europe* » qui serait marquée par des marques encore inconnues partant à la conquête des clients européens. Face à cette concurrence, il faudrait que la « *forteresse Renault* », qu'est censé devenir l'Ingénierie/Tertiaire à moitié vidé de ses salariés et de ses activités, se défende. Bon courage.

Brutes de fonderie

Le groupe Liberty veut fermer la Fonderie du Poitou Fonte, près de Châtelleraut, d'ici l'été 2021. Renault, son client unique, a décidé de se fournir en Espagne. 292 salariés mis sur le carreau au nom de la réduction des coûts : c'est la Renaulution en marche.